

« DEUX ANS D'ACTION AU SERVICE DES FRANÇAIS »

MALGRÉ LA CRISE, LES ENGAGEMENTS PRÉSIDENTIELS SONT MIS EN ŒUVRE PAR LE GOUVERNEMENT

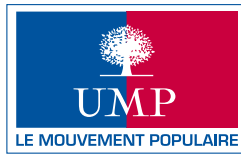
DEPUIS DEUX ANS, PRÈS DE 90 RÉFORMES MAJEURES ONT ÉTÉ LANCÉES OU SONT MÊME TOTALEMENT TERMINÉES.

Aucun des engagements du projet présidentiel n'est resté sans suite. Dans le tableau de bord de suivi des engagements et des réformes majeures, voulu par Nicolas Sarkozy, il n'y a plus à présent aucun « feu rouge », signalant une absence de mise en œuvre.

DES RUPTURES ONT ÉTÉ RENDUES POSSIBLES, LÀ OÙ PERSONNE EN FRANCE NE LES ATTENDAIT PLUS :

- *Dans la réforme structurelle de notre économie, avec le libre choix du **temps de travail** grâce à la réforme profonde des 35 heures. Aucun Gouvernement n'avait osé mettre en œuvre depuis 2002, ou bien grâce à l'introduction d'une **concurrence plus forte entre fournisseurs et distributeurs** au profit des consommateurs mettant un terme au système occulte des marges arrières. Sans oublier la **lutte contre les délocalisations grâce à la suppression de la taxe professionnelle** qui pénalise les investissements des entreprises en France et ce depuis sa création en 1975 ou la réforme des **ports français**, bloquée depuis des décennies, **pour les rendre, enfin, plus attractifs et dynamiques** ;*
- *Dans les relations sociales, avec l'institution, **les jours de grève**, d'un **service minimum** pour les usagers dans les **transports**, et pour l'accueil des enfants à l'**Education nationale**. Mais aussi grâce à **des syndicats plus représentatifs**, qui fondent désormais leur légitimité sur l'élection, et non sur un postulat de représentativité remontant à 1966 ;*
- *Pour une plus grande justice de notre protection sociale, avec **l'alignement des régimes spéciaux** sur le cadre général de retraite des Français, abandonné en 1995 après plusieurs semaines de conflit social ou **l'instauration d'équilibre droits/devoirs à l'égard des demandeurs d'emploi** (meilleure indemnisation, meilleur accompagnement mais des sanctions en cas de refus de 2 offres d'emploi) ;*
- *Dans l'enseignement et la Culture, avec **l'autonomie des universités** alors que, depuis les protestations contre la loi Devaquet en 1986, l'enseignement supérieur était considéré comme in-réformable ou bien encore la création d'une **télévision de service public de qualité**, détachée des contraintes d'audience grâce à la suppression de la publicité ;*
- *Dans la sécurité et la justice, avec **l'instauration de peines planchers à l'égard des récidivistes** et la création d'une rétention de sûreté vis-à-vis des criminels les plus dangereux ayant achevé leur peine ;*
- *Dans la réforme de l'Etat, avec **des fonctionnaires de l'Etat moins nombreux mais mieux payés**, grâce au non remplacement d'un départ en retraite sur deux, alors que le nombre de fonctionnaires n'avait jamais cessé de croître jusqu'à présent. Sans oublier **la fusion DGI-DGCP** qui, après l'échec de 1999, paraissait irréalisable ;*
- *Dans notre politique d'immigration, otage depuis plusieurs années tantôt du laissez-faire absolu, tantôt du mythe de l'immigration zéro, où désormais une **véritable politique d'immigration choisie** est mise en place, renforcé par la signature à 27, sous présidence française, d'un **pacte européen interdisant les régularisations massives** ;*

Mais la vraie rupture fondamentale, c'est celle qui consiste à tenir ses engagements. Face à la crise économique la plus grave que nous ayons connue, il n'est pas question de trahir la parole donnée aux Français.



LES PREMIERS RÉSULTATS DES RÉFORMES ENGAGÉES ARRIVENT À PRÉSENT :

Hormis les réformes d'application quasi-immédiate (révision de la Constitution, pacte européen sur l'immigration, etc.), les résultats des réformes se révèlent avec le temps à nos concitoyens. Il en va ainsi par exemple de :

- L'impact des dispositions sur le **service minimum en cas de grève** est positif à la RATP et à la SNCF où le service est bien meilleur qu'au cours des conflits précédents (50% contre 35% en 2005), tout comme dans l'Education nationale où un accueil a pu être organisé pour les enfants dans 75 à 95% des communes, selon les académies ;
- Même si la crise fait désormais sentir ses effets, **l'exonération de charges et d'impôts des heures supplémentaires** s'est traduite par une très nette augmentation des heures effectuées à partir d'octobre 2007 (+ 36% sur un an) au profit de plus de 5,5 millions de salariés. Elles ont représenté 150 euros supplémentaires par mois en moyenne, soit 1 800 euros par an pour les salariés concernés ;
- Au cours du premier trimestre 2009, plus d'une voiture vendue sur deux (55%) a bénéficié du **bonus automobile**, ce qui signifie qu'elle émet moins de 130 g de CO2 par kilomètre : le parc français est progressivement renouvelé par des véhicules plus sobres et plus propres ;
- **La délinquance** est désormais revenue à son niveau de 1997, effaçant l'explosion des crimes et délits de 17% entre 1997 et 2002, alors même que le taux d'élucidation est passé depuis 2001 de 25 à 38%.

Constatant que l'ensemble des réformes est à présent engagé, il sera demandé, sur la base des lettres de mission adressées à chacun des ministres, d'engager une nouvelle phase de **recensement précis des premiers résultats** de leur action.

• **Pour combattre efficacement la crise, il a fallu agir au niveau international (Europe, Monde) et adapter notre politique économique nationale**

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A PRIS PART, DE MANIÈRE DÉCISIVE, À UNE ACTION EUROPÉENNE ET INTERNATIONALE SANS PRÉCÉDENT POUR RÉGULER LE CAPITALISME MONDIAL

Après le sauvetage du système bancaire international, après le succès du G20 de Londres, la régulation du système financier international sera poursuivie dans la perspective du prochain G20 de New York.

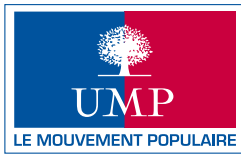
PAR SON AMPLEUR SANS PRÉCÉDENT, LA CRISE SUPPOSE AUSSI, SUR LE PLAN NATIONAL, UNE ADAPTATION PROFONDE ET RAPIDE DE NOTRE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Depuis le déclenchement de la crise à l'automne 2008, de nombreuses mesures ont été annoncées et mises en œuvre, parfois dans des délais d'une brièveté jamais connu jusqu'à présent. Ces actions relèvent toutes de deux logiques complémentaires et cohérentes, destinées à la fois à :

- **Atténuer les effets de la crise pour les Français**, alléger les difficultés sociales de nos concitoyens : c'est l'objet de plusieurs séries de mesures, notamment issues du « sommet social » du 18 février 2009 : fonds d'investissement social, suppression des 2^{ème} et 3^{ème} tiers provisionnels, indemnisation de l'activité partielle, etc.
- **Relancer l'économie par des investissements qui donnent du travail aux Français**, des investissements utiles, immédiats et qui préparent l'avenir de notre pays : c'est l'objet principal du plan de relance annoncé le 4 décembre 2008 et mis en œuvre dans les semaines suivantes pour un total de plus de 3,5 points de PIB (stabilisateurs automatiques et baisses de prélèvements inclus).

Tant que les manifestations de la crise perdureront (récession, chômage), la politique économique devra pouvoir être adaptée, et la relance amplifiée. L'approche est résolument pragmatique : s'il faut intervenir à nouveau, l'Etat interviendra à nouveau.

• **Malgré la crise, les objectifs, les principes de l'action et la vision de la France restent les mêmes pour le Gouvernement**



IL CONVIENT, MALGRÉ LES DIFFICULTÉS, DE RÉAFFIRMER LA PERTINENCE DE NOS OBJECTIFS ÉCONOMIQUES

Bien entendu, **le délai pour atteindre l'équilibre des finances publiques** (prévu pour 2012) **et le plein emploi** (5% en 2012) **va devoir s'allonger**. Qui pourrait en blâmer le Gouvernement français, alors que, dans toutes les économies comparables, les déficits publics et le chômage explosent à cause de la crise économique internationale ?

PAR AILLEURS, CE SONT LES MÊMES CONVICTIONS QUI CONTINUENT D'ANIMER L'ACTION DU GOUVERNEMENT

- **Le refus de toute hausse des impôts sur les Français**, que le Président a notamment invoqué récemment pour expliquer le maintien du bouclier fiscal à 50%. Ce n'est pas parce que la crise économique mondiale rend plus difficile d'améliorer rapidement le pouvoir d'achat des Français, qu'il faut y renoncer totalement et alourdir des prélèvements d'ores et déjà à des niveaux record : hormis quelques pays scandinaves, personne ne prélève plus d'impôts sur ses entreprises et ses ménages que la France.
- **Le partage du travail ne fonctionne pas** : l'idée selon laquelle c'est l'activité qui crée l'activité est au cœur du redémarrage de notre pays. Le Président de la République l'a diagnostiqué depuis longtemps : nous ne pouvons pas être collectivement plus riches, en travaillant tous moins. C'est pour cette raison que le temps de travail a été libéré du carcan des 35 heures, que les heures supplémentaires et les rachats de RTT ont été encouragés, que le cumul d'activités et de retraite a été facilité, que les préretraites sont progressivement supprimées, etc.
- **La nécessité de poursuivre la recherche d'économies sur le fonctionnement de l'Etat, de la Sécurité sociale et des collectivités, voire de l'amplifier** : c'est ainsi que nous saurons parvenir au rééquilibrage des finances publiques, tout en refusant la facilité du recours à l'impôt. La réforme territoriale devra être, tout d'abord, une première source d'économies. La lutte contre la fraude et l'évasion fiscale/sociale devront aussi être encore renforcées. Enfin, une « RGPP 2^{ème} phase » plus ambitieuse encore devra être engagée.
- **Le respect de la valeur « travail »** : on aide les Français en leur donnant du travail, pas en distribuant un revenu sans activité. Cette idée est au cœur du choix d'une relance par l'investissement plutôt que par la consommation (qui, en outre, relance surtout les économies asiatiques). Cette idée fondamentale que le travail l'emporte sur l'inactivité, motive profondément le choix du RSA, le développement de l'activité partielle, mais aussi de la relance massive à venir des contrats aidés : mieux vaut toujours aider au travail que rémunérer à ne rien faire.
Ce respect de la valeur « travail » trouve aussi son expression dans la volonté du Président de parvenir à un partage plus juste des résultats des entreprises.
- **Le juste équilibre entre les droits et les devoirs**, c'est aussi le juste équilibre des efforts face à la crise : il a fallu aider certains secteurs entiers et certaines entreprises pour éviter qu'ils ne disparaissent avec des milliers d'emplois. Mais plus les aides ont été fortes, plus les contreparties et les exigences ont été claires : dans l'automobile, interdiction de la fermeture de tout site sur le territoire. Dans les banques, maintien des crédits à l'économie, création de la Médiation nationale du Crédit pour y veiller, et redistribution des gains financiers de l'Etat vers nos compatriotes les plus touchés. Dans toutes les entreprises aidées, suppression des bonus et des *stock options* pour les dirigeants : l'argent public est là pour aider à passer le cap, par pour enrichir certains privilégiés.

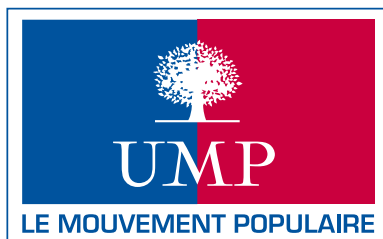
DANS LA CRISE, LA VISION D'AVENIR DE « LA FRANCE D'APRÈS », PORTÉE PAR NICOLAS SARKOZY, EST PLUS ACTUELLE ET NÉCESSAIRE QUE JAMAIS

Dans la campagne de 2007, Nicolas Sarkozy a partagé avec les Français sa vision de l'avenir de notre pays, et notamment d'« *une économie de l'intelligence et de l'innovation, portée par la croissance durable* ». Ces orientations constituent depuis deux ans nos toutes premières priorités gouvernementales. La crise nous amène aujourd'hui à les accélérer encore, au travers du plan de relance :

- **L'éducation** : pour gagner la bataille mondiale de l'intelligence, la France entend renforcer de 20 Md€ les moyens consacrés à des universités devenues autonomes et installées sur les meilleurs campus. Dans le même temps, l'enseignement scolaire et la formation professionnelle (où le problème n'est pas le manque de moyens) sont réformés en profondeur pour de meilleurs résultats ;
- **La recherche** : au-delà des moyens supplémentaires dévolus aux universités, la recherche publique vise un meilleur retour des crédits mobilisés. Parallèlement, l'effort privé d'innovation et les liens public-privé sont renforcés par le triplement du crédit impôt recherche et la poursuite de la démarche des pôles de compétitivité ;
- **Le Grenelle de l'Environnement** : l'isolation des logements, les TGV, les transports en commun, le véhicule électrique, le transport fluvial, les énergies renouvelables, la valorisation des déchets, etc. autant de secteurs qui porteront la croissance « verte » au travers d'industries nouvelles, tout en préservant au mieux notre environnement.

Après deux années d'action au service des Français, la tâche du Gouvernement reste double : d'un côté, lutter aussi efficacement que possible contre la crise économique mondiale qui frappe notre pays et, d'un autre côté, tenir les promesses, obtenir les résultats auxquels Nicolas Sarkozy s'est engagé devant les Français en 2007.

Dans cette action quotidienne, malgré la crise, les objectifs, les principes d'actions et la vision que porte Nicolas Sarkozy, demeurent les mêmes qu'au premier jour de son élection.



Union pour un Mouvement Populaire

55, rue la Boétie, 75008 Paris

01 40 76 60 00

Internet : www.u-m-p.org